

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARINKHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Flora LABOURIER, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Prévention"- Exercice 2024 - Avenant n° 2 à la convention tripartite entre la Ville de Montpellier, le Département de l'Hérault et APS 34 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de la Ville de Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la prévention, il y a lieu d'allouer une subvention selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : SECURITE ET PREVENTION			
STRUCTURE	N° DE DOSSIER	NATURE DE LA DEMANDE	MONTANT ATTRIBUE
PREVENTION SPECIALISEE 34	00003808	Fonctionnement	150 000 €
PREVENTION SPECIALISEE 34	00003824	Fonctionnement	10 000 €

LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX OCCITANIE	00003323	Fonctionnement	2 000 €
L'ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	00002896	Fonctionnement	2 500 €
LA FERME REFUGE DE GRAZILLA	00005094	Fonctionnement	1 000 €
FELINS POUR L'AUTRE 34	00003332	Fonctionnement	500 €
TOTAL			166 000 €

Depuis le début du mandat, la Ville de Montpellier a multiplié les initiatives et projets concourant à la prévention de la délinquance et les projets en direction des publics les plus fragiles, notamment dans le cadre de la prévention spécialisée.

La mise en œuvre de la prévention spécialisée a été confiée à l'Association de Prévention Spécialisée de l'Hérault (APS 34) depuis 2009, une convention tripartite a été signée le 22 août 2019 entre la Ville de Montpellier, le Conseil Départemental de l'Hérault et l'association désignée.

Par délibération du 28 Juin 2022, un avenant n°1 a été approuvé, afin de prolonger la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

Un second avenant à la convention est proposé par la Ville de Montpellier et le Conseil Départemental de l'Hérault. Il prévoit notamment la poursuite de l'action d'APS 34 sur le territoire Montpellierain, dans les conditions actuelles jusqu'au 31 décembre 2024 et le versement d'une subvention d'un montant de 150 000 euros.

A partir de cette date, une nouvelle forme de convention partenariale sera proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention pluriannuelle 2019-2022 pour la prévention spécialisée sur le territoire montpellierain ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Mustapha LAOUKIRI.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement 2024 Ville
- Avenant n2 à la convention pluriannuelle 2019-2022_Ville de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-286401-BF-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Montant attribué :

Thématique :

Lettre d'engagement

Je soussigné(e),, représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de€ attribuée pour l'année 2024 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

.....
.....

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2024 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2024.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet. Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le représentant légal de la structure bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



**AVENANT N°2 À LA CONVENTION PLURIANNUELLE 2019-2022
POUR LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE SUR LE TERRITOIRE MONTEPPELLIÉRAIN**

Entre :

- **Le Département de l'Hérault**, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber MESQUIDA, président du Conseil Départemental, autorisé aux fins des présentes par délibération n°XXXXX en date du 16 décembre 2022, dénommé ci-après « le Département »,

D'une part,

Et

- **L'Association de prévention spécialisée de l'Hérault (APS 34)**, dont le siège social est situé au 912 rue de la croix verte à Montpellier (34 090) et représentée par son président, M. Didier BESSON, désignée ci-après « l'association »,

Et

La Ville de Montpellier, par Michaël DELAFOSSE, Maire de la Ville de Montpellier dûment habilité par délibération en date du XXXXXXXX, ci-après dénommé « la ville ».

D'autre part,

Vu l'arrêté interministériel du 04 juillet 1972 instaurant et définissant la mission de prévention spécialisée ;

Vu les lois de décentralisations et en particulier la loi du 22 juillet 1983 retenant la prévention spécialisée dans le champ de l'Aide sociale à l'enfance ;

Vu la loi du 05 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ;

Vu la loi du 14 mars 2016 réaffirmant dans son article 12 la place de la prévention spécialisée dans le champ de la protection de l'enfance et du Code de l'action sociale et des familles (référence article L.221-1 du CASF).

Vu l'article L.112-5 du Code de l'action sociale et des familles prévoyant l'élaboration d'un protocole de mise en œuvre et de coordination des actions de prévention menées en direction de l'enfant et de sa famille ;

Vu l'article L.121-2 de ce même code intégrant dans son corpus les actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment de son article L.1 611-4 ;

Vu l'autorisation départementale pour l'association pour 15 ans le 25 juillet 2007, le deuxième pour 15 ans en juillet 2022.

Vu la convention initiale conclue signée pour trois ans le 19 août 2019 entre les différentes parties.

Vu l'avenant n°1 conclu le 7 septembre 2022 entre le Département, la ville de Montpellier l'Association de prévention spécialisée APS 34.

Il a été exposé ce qui suit,

PRÉAMBULE

1 - La prévention spécialisée est une action éducative relevant de la protection de l'enfance et participant, en lien avec les autres dispositifs mis en œuvre tant au niveau local que départemental, à la prévention de la délinquance, à la médiation et à la cohésion sociale. Par son intervention, la prévention spécialisée concourt au diagnostic des dysfonctionnements sociaux.

2 - Elle est une forme spécifique d'action sociale. Elle est dite « spécialisée » car elle s'adresse à des catégories spécifiques de populations, à des groupes sociaux particulièrement vulnérables et non à l'ensemble des habitants d'une zone géographique donnée.

3 - Le travail de rue est la base première de l'action de prévention spécialisée. C'est dans la proximité et le milieu d'intervention que va, en effet, s'établir la relation de confiance, socle de toute action d'accompagnement. La spécificité de la prévention spécialisée réside dans « l'aller vers » et non dans les objectifs qu'elle vise (socialisation, insertion, protection).

4 - L'avenant n°2 proroge la convention 2019-2022, prorogée par l'avenant n°1 signée entre les parties. Il est justifié par la nécessité de se laisser du temps pour définir les conditions d'une nouvelle convention tripartite, l'ensemble des paramètres n'étant pas réunis à ce jour pour l'établir.

Cet avenant permettra de se laisser le temps de se concerter, de croiser des éléments contextuels afin de réfléchir à une stratégie de redéploiement des moyens et des effectifs sur le territoire Montpelliérain pour la future convention.

ARTICLE 1 – Prolongation de l'avenant

1 - Ce présent avenant proroge jusqu'au 31 décembre 2024, la convention signée pour trois ans le 19 août 2019 et l'avenant n°1 signé le 7 septembre 2022 entre les différentes parties.

2 - Il reconduit les principes et méthodologies d'intervention, le déploiement de effectifs, les instances de concertation, de régulation et de décision ainsi que les modalités de contrôle et d'évaluation.

3 - Il prend acte des effectifs temporaire issus du Pacte des Solidarités.

4 – Il modifie, en conséquence, l'article 1 de l'avenant signé le 7 septembre 2022.

ARTICLE 2 – Modification des dispositions financières

- La Ville s'engage à verser à l'association pour l'exercice 2024, pour sa mission de prévention spécialisée sur le territoire communal une subvention de 150 000 euros.

ARTICLE 4 - Dispositions complémentaires

Toutes les clauses et conditions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 2024.

Le présent avenant est édité en trois exemplaires originaux.

Fait à Montpellier, le

2024

Le Maire de Montpellier

Le Président du Conseil départemental

Michaël DELAFOSSE

Kléber MESQUIDA

**Le Président de l'Association de prévention
spécialisée de l'Hérault (APS 34)**

Didier BESSON